

Europe orientale

Bureau de Minsk

[Map page 49]

Office in Minsk = Bureau de Minsk

Minsk = Minsk

– International Borders = Frontières internationales

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 49]

En 2006, conformément à son mandat, le Bureau a axé ses activités sur la fourniture d'une assistance au Gouvernement du pays hôte pour continuer de promouvoir la mise en place d'institutions, consolider l'état de droit et renforcer les relations avec la société civile ainsi que pour l'aider à faire face à des problèmes économiques et environnementaux. Le Bureau a également mis en œuvre un certain nombre de projets concernant les zones touchées par la catastrophe de Tchernobyl et s'est employé, avec les autorités et la société civile, à sensibiliser aux questions environnementales.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Réhabilitation des zones contaminées par Tchernobyl. Le Bureau a coparrainé la conférence internationale intitulée *Vingt ans après Tchernobyl : stratégie pour le relèvement et le développement durable des régions contaminées*, qui s'est déroulée à Minsk et dans les territoires contaminés de la région de Gomel du 19 au 21 avril. Le Bureau a apporté son appui aux séances scientifiques et à la publication du *résumé des travaux* de la conférence.

En tant que membre fondateur de la *Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl*, un programme associant autorités nationales et régionales, organisations internationales et non gouvernementales (ONG), le Bureau a siégé au sein du Comité d'évaluation des projets et de la Commission d'approbation qui se sont réunis en novembre dans la région de Brest. Le Bureau a approuvé trois projets mais, en raison de leur enregistrement tardif, leur mise en œuvre a été reportée à 2007.

Initiative pour l'environnement et la sécurité (ENVSEC). En coopération avec le Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement et ses partenaires dans le cadre de l'initiative ENVSEC, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Bureau a mené des consultations régionales à Minsk qui ont donné lieu à un projet de rapport d'évaluation pour la région de l'Europe du Sud-Est sur l'initiative ENVSEC.

Le rapport final comprend un programme de travail énumérant des projets transfrontaliers prioritaires axés sur des approches communes dans le domaine de la gestion de l'eau, des

forêts et des réserves naturelles dans la région de Polésie partagée par la Biélorussie et l'Ukraine.

Sensibilisation à l'environnement. Le Bureau a apporté son appui à des séances de formation sur la *Convention d'Aarhus* tenues au Centre Aarhus ouvert dans le cadre d'un projet commun mené avec le Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement en décembre 2005. Le Bureau a aidé à conduire des campagnes d'information et des consultations juridiques sur des questions écologiques et il a fait don au Centre du matériel mis à disposition dans le cadre du projet commun.

Activités liées à la dimension humaine

Lutte contre la traite des êtres humains. Le Bureau a prêté son concours au *projet d'évaluation*, géré par le BIDDH et *La Strada*, qui a examiné les mécanismes d'orientation en place en Biélorussie pour les victimes de la traite.

En octobre, le Bureau a coparrainé une conférence internationale sur la *Coopération entre les pays d'origine et de destination dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes en mettant l'accent sur la demande*, qui a été organisée par le Ministère de l'intérieur et l'Organisation internationale pour les migrations.

Questions de parité des sexes. Dans le cadre de l'initiative annuelle mondiale intitulée *Seize jours d'activisme contre la violence faite aux femmes*, le Bureau a coparrainé la campagne d'information *La violence familiale ne devrait pas faire partie de votre vie*. Cet événement a comporté les activités suivantes : une conférence de presse pour les ministères concernés, des ONG et des journalistes ; une réunion avec des réfugiés résidant en Biélorussie pour les sensibiliser à la question ; des affiches, des calendriers et des panneaux d'affichage ; ainsi que la diffusion fréquente d'une vidéo à la télévision nationale.

Activités d'observation. Le Bureau a observé des procès en rapport avec la liberté d'association, le droit à la liberté de réunion pacifique, la protection contre les arrestations ou détentions arbitraires et le droit à un procès équitable.

Ces procès concernaient notamment un ancien candidat à l'élection présidentielle de 2006 et les membres d'un groupe d'observateurs électoraux qui ont observé le scrutin parlementaire de 2004 ainsi que le dirigeant d'une organisation de la jeunesse qui ont été inculpés sur la base de dispositions du code pénal adoptées en décembre de 2005 et interdisant la mise sur pied ou la gestion d'organisations publiques non enregistrées.

Le Bureau a observé plusieurs procès concernant l'enregistrement d'ONG, de syndicats, de partis politiques et de journaux.

Il a suivi de près la situation du Comité Helsinki biélorusse qui a été convoqué à plusieurs reprises devant les tribunaux en rapport avec des actions intentées par le Ministère de la justice et l'administration fiscale.

Le Bureau a suivi les développements à la suite de l'élection présidentielle tenue en mars 2006. Il a visité le principal centre de détention administrative à Minsk et a assisté aux audiences administratives dont l'accès ne lui était pas interdit. Au total, plusieurs centaines de

personnes, dont une vingtaine de journalistes, ont été arrêtées administrativement pour une période pouvant atteindre 15 jours (aucune donnée officielle n'est disponible).

Plaintes individuelles. Le Bureau a reçu environ 80 nouvelles plaintes individuelles alléguant de violations des droits de l'homme. Pour l'essentiel, ces plaintes concernaient des actions des services de police et avaient trait à des violations présumées du droit à un procès équitable. Selon le cas, le Bureau a porté une affaire individuelle ou des séries d'affaires à l'attention de l'autorité biélorusse compétente.

Chef du Bureau :

M. l'Ambassadeur Ake Peterson

Budget unifié révisé: 874 200 €

www.osce.org/belarus

Mission en Moldavie

[Map page 51]

Mission to Moldova = Mission en Moldavie

Chişinău = Chisinau

Tiraspol = Tiraspol

- Frontières internationales
- Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 51]

En 2006, la Mission s'est attachée à désamorcer les tensions dans la Zone de sécurité, à gérer les conséquences des nouvelles dispositions douanières introduites en mars et s'appliquant aux exportations de la région transnistrienne, et à tenter de relancer les négociations en vue d'un règlement politique. Le référendum du 17 septembre sur « l'indépendance » et les « élections présidentielles » du 10 décembre en Transnistrie – qui n'ont été ni reconnus ni observés par l'OSCE – ont déterminé le cadre politique de ces travaux. Jouer un rôle de médiateur dans la controverse entourant les écoles moldaves enseignant en alphabet latin sur la rive gauche, lutter contre la traite des êtres humains et promouvoir l'état de droit et la liberté des médias ont constitué d'autres importants domaines d'activité de la Mission.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Négociations pour un règlement politique. Afin de stimuler les négociations en vue d'un règlement, la Mission a élaboré, au début de 2006, des documents dans lesquels elle suggérait : une délimitation possible des compétences entre autorités centrales et régionales ; un mécanisme d'observation des entreprises du complexe militaro-industriel transnistrien ; un plan pour l'échange de données militaires ; ainsi qu'une mission pour évaluer les conditions et formuler des recommandations en vue de la tenue d'élections démocratiques en

Transnistrie. Toutefois, la partie transnistrienne a refusé de poursuivre les négociations après l'introduction, en mars, de nouvelles dispositions douanières pour les exportations transnistriennes et aucun progrès n'a donc pu être accompli en ce qui concerne, notamment, ces projets. Les tentatives de sortir de cette impasse par des consultations entre les médiateurs (OSCE, Fédération de Russie et Ukraine) et les observateurs (Union européenne et États-Unis d'Amérique) en avril, mai et novembre, ainsi que les consultations menées par les médiateurs et les observateurs avec chacune des parties séparément en octobre, sont restées vaines.

Commission mixte de contrôle (CMC). En avril, les médiateurs ont aidé à trouver une solution mutuellement acceptable permettant aux agriculteurs moldaves de Dorotcaia d'accéder à nouveau sans restriction à leurs terres situées sur le territoire contrôlé par la Transnistrie. Ce succès a également débloqué le travail de la CMC – l'organe responsable de l'application de *l'Accord de juillet 1992 sur les principes du règlement pacifique du conflit armé dans la région transnistrienne de la Moldavie* et de la supervision des forces communes de maintien de la paix dans la Zone de sécurité – qui était gelé depuis avril 2005. En septembre, deux nouveaux groupes de travail de la CMC ont été créés. Ils règlent les différends entre les parties sur les relations entre la police moldave et la milice transnistrienne dans la ville de Bender et s'assurent que des postes n'ont pas été établis unilatéralement dans la Zone de sécurité. La Mission, qui siège en qualité d'observateur au sein de la CMC, participe activement aux activités des deux groupes de travail.

Renforcement de la confiance et de la sécurité et réduction des menaces. La Mission a fourni un appui financier et logistique au Ministère de la défense pour la destruction de munitions d'artillerie excédentaires et périmées. Dans le cadre des réformes de portée plus générale de la défense entreprises par la Moldavie, la Mission a également travaillé étroitement avec le Ministère sur des propositions concernant la fourniture d'une assistance supplémentaire pour la destruction de munitions et d'équipements et l'élaboration de programmes de reconversion et de réinstallation du personnel militaire à la retraite.

Retrait des armements et équipements de la Fédération de Russie. Le 13 novembre, un groupe de 30 chefs de délégation de l'OSCE et de membres de la Mission de l'OSCE ont pu accéder, pour la première fois depuis mars 2004, au dépôt de munitions de la Fédération de Russie situé à Colbasna, près de la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine en Transnistrie septentrionale. Il n'y a toutefois pas eu de retraits de munitions ou d'équipements russes de Transnistrie en 2006 et plus de 21 000 tonnes de munitions restent entreposées dans la région. Durant l'année, deux donateurs au Fonds volontaire, à savoir les Pays-Bas et la République tchèque, se sont retirés du Fonds.

Activités liées à la dimension humaine

Élections et réformes électorales. La Mission et le BIDDH ont fourni au Parlement moldave des conseils qui ont permis d'améliorer considérablement la législation électorale. Avec l'appui d'experts électoraux du BIDDH, la Mission a fait rapport sur les élections de décembre au poste de gouverneur dans la région autonome de Gagaouzie située dans le sud de la Moldavie.

Protection des droits linguistiques. La Mission a encouragé et accueilli des négociations sur l'existence et le fonctionnement d'écoles moldaves enseignant en alphabet latin dans la région transnistrienne. La question du bâtiment scolaire à Ribnita, que les autorités locales transnistriennes ont confisqué en 2004, n'est cependant pas réglée.

Observation des droits de l'homme. La Mission a répondu à un grand nombre de plaintes individuelles relatives aux droits de l'homme. Ces plaintes émanaient en majorité de prévenus invoquant des violations de leurs droits de procédure lors de leur détention provisoire, de mauvaises conditions de détention et l'absence d'assistance médicale adéquate. La Mission a suivi plusieurs procès à grand retentissement portant sur des questions telles que le droit à un procès équitable ou la torture. La Mission a également accordé une attention particulière aux deux membres toujours emprisonnés du Groupe Ilascu, que les autorités transnistriennes ont déclaré coupables de prétendus crimes au cours du conflit de 1992 et dont la Cour européenne des droits de l'homme a ultérieurement ordonné la libération.

Renforcement des capacités grâce à la promotion des droits de l'homme. En 2006, la Mission a financé de petits projets visant à promouvoir les droits de l'homme et la tolérance au delà du Dniestr. Le concert « Rebâtir des ponts » qui s'est déroulé en août a, par exemple, réuni des musiciens de rock et leurs fans venus des deux côtés de la rivière et a été un grand succès.

Promotion de la liberté des médias. La Mission a contribué à renforcer les capacités du secteur des médias et a soutenu les efforts déployés en faveur de la réforme de la législation moldave sur la radiodiffusion. Avec l'appui du Représentant pour la liberté des médias, la Mission a fourni des avis juridiques et techniques qui ont permis d'améliorer le projet de loi sur la radiodiffusion. Le soutien financier offert pour la formation de journalistes et l'École moldave de journalisme récemment créée devraient améliorer le professionnalisme des médias moldaves. La Mission a également entamé un programme de grande ampleur visant à évaluer l'état des médias régionaux.

Prévention de la traite des êtres humains et promotion de l'égalité entre les sexes. La Mission a accueilli des réunions de coordination technique à Chisinau ainsi que dans les régions et une réunion spéciale de donateurs sur les activités de lutte contre la traite. En automne, la Mission et *Winrock international* ont inauguré un nouveau site Web appelé *Anti-Trafficking and Gender Network*. Ce site est consultable en anglais, roumain et russe à l'adresse www.atnet.md.

La Mission a également organisé des stages de formation destinés à renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et de la société civile dans les domaines de la lutte contre la traite des êtres humains, de la prévention de la violence familiale, de la promotion de l'égalité entre les sexes, ainsi que de la protection et du soutien des victimes de la traite ou d'actes de violence familiale. Elle a soutenu les autorités dans le cadre de leurs activités de lutte contre la traite ainsi qu'un certain nombre de projets visant à protéger les personnes vulnérables.

Dans le domaine législatif, la Mission s'est employée à faire adopter la *loi sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes*, qui est entrée en vigueur en mars. La Mission a également fait campagne en faveur d'une loi sur la violence familiale et a fourni des avis d'experts à cet égard.

Programme d'observation des procès. En mars, la Mission et le BIDDH, en partenariat avec *l'Initiative juridique en faveur de l'Europe centrale et de l'Eurasie* du barreau américain et l'Institut pour la réforme pénale, ont entamé un *programme d'observation des procès*. Un réseau d'observateurs nationaux assiste aux audiences et aux procès qui se déroulent dans les tribunaux nationaux de Moldavie, les observe et recueille systématiquement des données sur les affaires concernant des questions telles que la traite des êtres humains ou le trafic d'armes.

Chef de la Mission:

M. l'Ambassadeur Louis O'Neill

Budget unifié révisé: 1 622 500 €

www.osce.org/moldova

Coordonnateur des projets en Ukraine

[Map page 53]

Project Co-ordinator in Ukraine = Coordonnateur des projets en Ukraine

Kyiev = Kiev

– Frontières internationales

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 53]

Le Coordonnateur des projets en Ukraine s'est concentré en 2006 sur des projets visant à aider les autorités ukrainiennes à adapter la législation, les institutions et les politiques aux exigences de normes démocratiques plus élevées et à renforcer l'état de droit. La présence de terrain a également contribué à la reconversion de plusieurs centaines de militaires démobilisés, au nettoyage du site de stockage de munitions de Novobohdanivka ainsi qu'à attirer l'investissement et à encourager la création de petites et moyennes entreprises (PME) dans les régions de l'Ukraine.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Aide aux soldats démobilisés. Le Ministère de la défense réduit les effectifs de ses forces armées. En coopération avec le Ministère, le Coordonnateur des projets a suggéré des possibilités d'emploi à des officiers bientôt démobilisés. Il a élaboré et dispensé des cours pratiques de recyclage sur différents thèmes tels que la création de petites entreprises, la gestion et le marketing à plus de 800 officiers dans 20 villes. Des stages spécialisés sont également disponibles pour pilotes militaires, ingénieurs et navigateurs et tout le personnel démobilisé peut bénéficier d'une assistance professionnelle pour la recherche d'un emploi, la préparation aux entretiens d'embauche et la rédaction de curriculum vitae. Plus de 78 % des officiers participants ont ainsi pu trouver un emploi.

Le Coordonnateur des projets a également offert une assistance au Ministère afin de mettre en place un centre de ressources et de carrière pour le personnel militaire démobilisé. Par des séminaires et des publications, le Centre a contribué à sensibiliser le personnel du Ministère aux droits des militaires démobilisés en ce qui concerne des questions importantes telles que les pensions, la reconversion, le logement et l'emploi.

Destruction de munitions. Le Coordonnateur des projets a commencé à travailler avec le Ministère ukrainien des situations d'urgence pour procéder, dans de bonnes conditions de sécurité, au nettoyage du dépôt de munitions de Novobohdanivka où plusieurs explosions se

sont produites depuis 2004. Le Coordonnateur des projets a mis à la disposition du partenaire ukrainien les équipements demandés, tels que vestes de protection, casques en kevlar et détecteurs de mines et de métaux ferreux. Il a commencé à former des spécialistes ukrainiens aux techniques appropriées et à l'utilisation du matériel permettant de détecter et de récupérer les munitions non explosées.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Appui au développement des entreprises locales. Exécuté en partenariat avec la Fondation Eurasia, le principal projet de l'opération de terrain dans ce domaine coopère avec des centres locaux pour l'emploi en offrant aux petites entreprises des services consultatifs et des formations et travaille avec l'administration locale sur des questions relevant des pouvoirs publics afin de contribuer à créer des conditions favorables aux entrepreneurs.

En 2006, 50 ménages du sud de la région d'Odessa, à proximité de l'une des réserves naturelles les plus célèbres d'Europe, se sont lancés dans des activités d'écotourisme après avoir suivi une formation à l'accueil et à la gestion touristique. Durant la saison des vacances de 2006, les participants au projet ont accueilli plus de 1 500 touristes.

Appui aux régions ukrainiennes pour attirer l'investissement étranger direct. Après avoir établi l'Agence régionale de Rivne pour la promotion des investissements l'année dernière, le Coordonnateur des projets a dressé, en 2006, un profil des investissements dans la région qui comprend des profils d'industries et d'entreprises. Par suite de la promotion des activités de l'agence, la région de Rivne a été choisie par le Magazine fDi du groupe du Financial Times en tant que *région du futur 2006/07* pour la Communauté d'États indépendants, et la ville de Rivne, comme sa région, étaient parmi les nominés au titre de lieu d'implantation le plus rentable d'Europe.

En automne, le projet a étendu ses activités à la région de Chernihiv et a offert son assistance à l'agence nationale de promotion des investissements InvestUkraine dans le cadre d'une étude qui a fourni aux représentants des administrations régionales des informations et des stratégies concernant l'établissement de zones industrielles et de meilleures pratiques pour attirer l'investissement étranger.

Activités liées à la dimension humaine

Bonne gouvernance et renforcement des institutions démocratiques. À la demande des autorités ukrainiennes et avec l'appui du BIDDH, le Coordonnateur des projets a mis spécialement l'accent sur le renforcement plus avant des procédures électorales du pays. Il a aidé l'Ukraine à améliorer son cadre législatif relatif aux élections ainsi que ses listes d'électeurs et à élaborer des manuels à l'intention des institutions responsables de la conduite des élections. La tâche la plus difficile, cette année, a été d'aider à établir le registre électronique central des électeurs en prévision des élections législatives de mars. Avec l'assistance du Coordonnateur des projets, environ 1,3 million d'inexactitudes ont été supprimées sur les listes d'électeurs, ce qui a notablement contribué à l'adhésion, internationalement reconnue, de ces élections aux normes démocratiques admises.

Appui à la lutte contre la traite des êtres humains. Pour aider l'Ukraine à lutter contre la traite des êtres humains, le Coordonnateur des projets a organisé une campagne nationale de sensibilisation au problème à laquelle a participé la chanteuse ukrainienne Ruslana qui a

remporté le Concours Eurovision de la Chanson 2004. À l'appui du rôle important joué par les fonctionnaires gouvernementaux dans la détection et la prévention de la traite, le Bureau a rassemblé des publications sur divers aspects de la question et organisé des séminaires de formation à l'intention des fonctionnaires et des organisations compétents en la matière. Le Coordonnateur des projets a également continué d'apporter son concours au Coordonnateur des activités économiques et environnementales dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet pilote d'autonomisation économique des orphelins ukrainiens.

Appui à l'état de droit. En concertation avec les tribunaux administratifs récemment établis en Ukraine et des spécialistes européens de la justice administrative, le Coordonnateur des projets a suggéré des amendements au projet de code de procédure administrative et à d'autres dispositions législatives relatives aux tribunaux dans le but d'améliorer les définitions des délits administratifs et l'application de la nouvelle législation. À l'appui de ce travail législatif, le Coordonnateur des projets collabore également avec l'Académie des juges pour élaborer un programme de formation sur des questions administratives à l'intention des nouveaux juges et des juges en fonction. À la demande du Ministère de l'intérieur, le Coordonnateur des projets a établi un projet visant à contrôler les installations de détention pour s'assurer qu'elles respectent les droits de l'homme. En coopération avec des avocats, des représentants du Gouvernement et des ONG, le Coordonnateur des projets a élaboré un guide sur le travail des groupes mobiles d'observation, qui sera repris dans les règlements internes du Ministère. Des stages de formation ont été organisés en octobre pour quatre groupes mobiles.

Dans le domaine des droits de l'homme, le Coordonnateur des projets a offert une assistance spécialisée au Comité parlementaire ukrainien sur l'intégration européenne en procédant à des examens indépendants de projets de lois, ainsi qu'en évaluant leur conformité avec les normes internationales en matière de droits de l'homme et les normes européennes du droit.

Site Web. Le Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine a lancé un site Web en ukrainien (<http://www.oscepcu.org>) pour informer les citoyens, les autorités, la société civile et les journalistes de ses activités.

Coordonnateur des projets :

M. l'Ambassadeur James F. Schumaker

Budget unifié révisé : 2 323 600 €

www.osce.org/ukraine